

Direction  
des relations du travail

Mission d'Animation des  
Services Déconcentrés

39-43 quai André Citroën  
75902 PARIS cedex 15

Téléphone : 01 44 38 25 16  
Télécopie : 01 44 38 25 95

Services d'informations  
du public :  
3615 Emploi 0,151 €/mn  
(Modulo 0,752 €)  
internet : [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr)

## CIRCULAIRE DRT 2005/07

du 23 juin 2005

relative à la

mise en place des cellules régionales  
pluridisciplinaires d'appui en matière de  
santé au travail

Paris, le 23/06/05

--	--	--	--	--	--

- MESDAMES ET MESSIEURS LES  
DIRECTEURS REGIONAUX DU TRAVAIL  
d'Aquitaine,  
de Haute-Normandie, de Midi-Pyrénées,  
du Nord-Pas-de-Calais,  
de Provence-Alpes-Côte-d'Azur,  
de Rhône-Alpes et d'Ile-de-France

PJ : 1 Annexe relative aux ingénieurs de prévention

### 1) LE CONTEXTE: MISE EN ŒUVRE DU PLAN SANTE AU TRAVAIL

**Le Plan Santé au Travail** a été présenté le 17 février dernier au Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et par le ministre délégué aux relations du travail, à l'emploi et à l'insertion professionnelle des jeunes et a fait l'objet d'une communication en Conseil des ministres le 23 février 2005.

Ce Plan élaboré en association et en étroite concertation avec les partenaires sociaux, définit vingt-trois mesures prioritaires (et plus de quatre-vingt actions) qui vont structurer l'action des pouvoirs publics autour de quatre objectifs. Au titre de celui du développement de l'efficacité des contrôles de l'Etat, il prévoit notamment la mise en place des cellules régionales d'appui aux agents de contrôle de l'inspection du travail au sein des directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP).

**Si le caractère généraliste de l'inspection du travail a été réaffirmé à l'occasion de l'élaboration du PST, c'est avec pour corollaire, le nécessaire développement des connaissances et des appuis techniques.** En effet, ce renforcement de la technicité des agents de l'inspection du travail s'impose dans un contexte de complexité accrue des situations de travail. Celle-ci résulte autant des nouveaux process industriels que du développement de l'externalisation d'activités concourant à la production.

Ces évolutions peuvent conduire à une aggravation des risques auxquels sont exposés les salariés, en particulier les risques pour la santé.

La présente instruction a pour objet de vous préciser les objectifs et finalités des cellules régionales pluridisciplinaires qui doivent être mises en place sur l'ensemble du territoire d'ici à 2007 et, dès 2005, dans les sept régions suivantes : d'Aquitaine, de Haute-Normandie, de Midi-Pyrénées, du Nord-Pas-de-Calais, de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, de Rhône-Alpes et d'Ile-de-France.

## 1) Objectifs

Les cellules régionales pluridisciplinaires ont pour vocation d'assurer, dans le champ de la santé et de la sécurité au travail, **un appui scientifique, technique ainsi que méthodologique aux agents en situation de contrôle** (inspecteurs et contrôleurs du travail) de l'inspection du travail, dans leurs missions de contrôle et de diffusion de la culture de prévention sur les lieux de travail.

**Le DRTEFP et le CTRI disposent de cette nouvelle structure d'expertise pour impulser et appuyer la mise en œuvre des objectifs arrêtés dans chaque BOP et inscrits dans chaque plan d'action régional travail.** Ainsi les cellules doivent contribuer activement à l'engagement des actions définies sur le champ travail en matière de santé et de sécurité au travail. En ce sens les cellules participent de la modernisation des pratiques de l'inspection du travail.

Le Plan Santé au Travail prévoit que ces cellules couvriront l'ensemble des régions de métropole et d'outre-mer d'ici à 2007, ainsi que cinq départements présentant une concentration particulière d'activités industrielles et des risques majeurs, à l'horizon du plan.

## 2) Contributions

**Les membres des cellules régionales :**

**- apportent leur appui aux agents de contrôle en fonction des priorités du plan d'action régional.**

- assistent les agents de l'inspection du travail dans les visites et vérifications des installations et sites classés « Seveso ». C'est une priorité nationale qui doit être inscrite dans chaque plan d'action régional.

- participent à la préparation des visites concernant certaines entreprises définies au préalable dans la déclinaison départementale des plans d'action régionaux, accompagnent les agents de contrôle dans ces visites, et les appuient en tant que de besoin pour les suites envisagées.

- accompagnent, le cas échéant, les agents de contrôle à leur demande dans leurs visites en entreprises, autres que celles précitées ci-dessus, et peuvent les assister pour toute expertise nécessaire à la préparation de leurs interventions ou à leur activité de contrôle dans le champ Santé et Sécurité au Travail.

**Ces membres sont sollicités lors de l'élaboration du plan d'action régional du travail.** Ils participent à l'établissement du diagnostic régional en matière de prévention des risques professionnels. Ils apportent également leur contribution au choix des priorités des Plans d'Action Régionale de la politique du travail dans la région considérée en matière de prévention des risques professionnels, partie intégrante du Budget opérationnel de programme (BOP) du « Programme Amélioration de la qualité de l'Emploi et des relations du travail » (Programme 4).

**Les cellules régionales doivent contribuer au développement de la pluridisciplinarité et du partenariat sur le champ de la santé et de la sécurité au travail .**

La mobilisation de leurs compétences techniques et médicales permettra de développer les relations notamment avec les DRIRE. La liaison et les échanges d'informations devront être renforcés avec les DRASS et les cellules interrégionales d'épidémiologie (CIRe). Elles devront apporter leur concours au titre des contributions du champ travail aux PRSE (Plans régionaux santé environnement) et aux PRSP (Plans régionaux santé publique).

**Elles assurent un appui méthodologique aux agents de contrôle .** Dans le cadre de leur rôle de structure régionale ressources, elles apportent leur appui technique à la conception et à la construction des outils nécessaires ainsi qu'à leur diffusion . Elles concourent aux recherches documentaires en produisant notamment des documents-supports, en éventuelle complémentarité avec les ressources documentaires nationales, nécessaires aux actions de contrôle.

Elles pourront réaliser des travaux spécifiques sur un type de risque donné, des formations régionales pour les agents de contrôle en fonction de leurs domaines de compétence, participer à des manifestations locales d'information et de mobilisation...

La contribution à SITERE- pratiques professionnelles, dans le cadre de la mutualisation des productions et des travaux, sera un impératif.

**Un rapport annuel d'activité** de chaque cellule, discuté en CTRI devra être établi et transmis à la DRT (MASD). Ce rapport doit permettre de rendre compte des activités d'appui de chaque cellule. Un document de remontées d'informations sera établi et vous parviendra prochainement.

### 3) Composition : une structure spécifique au sein des DRTEFP

Les cellules constituent une **structure spécifique et visible composée d'experts** qui vise à apporter un appui aux agents de contrôle en matière de Santé Sécurité au Travail dans le cadre des objectifs régionaux du BOP et du plan d'action régional travail.

**Les cellules doivent être composées de membres en capacité de contribution effective.** Elles ne doivent en effet comporter que les agents dont la disponibilité leur permet d'exercer une activité identifiée en leur sein, correspondant à un appui technique et/ou scientifique. Cela conduit donc à ne pas faire appel à des agents qui, inscrits dans le champ travail des DRTEFP, ont déjà une ou plusieurs activités dédiées les occupant à plein temps. Ce dispositif n'a pas pour vocation de rassembler l'ensemble des agents affectés au champ travail des DRTEFP.

**Ces cellules rassemblent une équipe aux compétences complémentaires comportant :** un responsable chargé de la coordination (un directeur adjoint du travail dédié, ou un autre agent compte tenu de ses compétences, le cas échéant le responsable du pôle branche-entreprise, selon les DRTEFP...), un ou plusieurs ingénieurs de prévention déjà affectés en DRTEFP ou par recrutement compte tenu des postes vacants prévus à cet effet dans les effectifs, un ou plusieurs inspecteurs du travail affectés en direction régionale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle, un ou plusieurs des MIRTMO en fonction dans chaque DRTEFP.

L'inscription d'un ou de plusieurs MIRTMO dans une cellule dépendra de la disponibilité qui leur sera dégagée dans le cadre d'une nouvelle organisation de l'activité de l'inspection médicale, à prévoir suivant une répartition claire des tâches et du temps consacré à chacune de leurs missions. A l'avenir, les cellules pourront accueillir, en fonction des créations de postes prévues, un ou plusieurs médecins recrutés selon des spécialités correspondant aux besoins et aux objectifs prioritaires de la région.

Il est souhaitable que le profil de recrutement des ingénieurs présente une dominante de qualification, tenant compte des principales caractéristiques d'activité de chaque région. Chaque ingénieur, quelle que soit sa spécialisation, devra contribuer à l'ensemble des travaux de la cellule.

Une « fiche métier » ingénieur de prévention est annexée à la présente circulaire, une attention particulière devant être apportée aux profils lors des recrutements.

Les cellules s'appuieront sur les Inspecteurs du travail en fonction d'ARM (appui-ressources-méthodes) à compétence départementale, inter-départementale ou régionale, qui du fait de leur fonction d'appui de proximité, seront étroitement associés aux travaux des cellules.

**L'ensemble des membres des cellules régionales pluridisciplinaires est placé, sous l'autorité hiérarchique du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.** Par délégation, ils peuvent être placés sous la responsabilité du Directeur du travail ou du directeur adjoint, chargé du pôle travail au sein la DRTEFP. L'agent chargé de la coordination, quand son activité est dédiée exclusivement à une cellule, en assure la responsabilité fonctionnelle de coordination et d'animation.

#### **4) Fonctionnement**

**Les cellules régionales sont par nature pluridisciplinaires et elles ne peuvent en conséquence se limiter à une juxtaposition des compétences mobilisées.**

Il convient en effet de développer une offre de services au bénéfice des agents de contrôle s'appuyant sur la complémentarité des approches techniques et scientifiques dans le traitement des questions posées.

La première responsabilité de la cellule est donc d'établir une offre de services. En outre, il vous appartiendra d'arrêter les modalités de fonctionnement interne, consistant à **définir un cadre de coopération et de contribution des membres de chaque cellule.**

**Devront être notamment, précisés:**

- Le rôle fonctionnel de l'agent chargé de la coordination dont la responsabilité principale sera d'organiser la préparation et la mise en œuvre des travaux et des productions, notamment dans le cadre de conduite de projets en lien avec les agents de contrôle ainsi que la mobilisation des IT-ARM.
- Le rythme des réunions de travail permettant d'organiser et d'exploiter les travaux de la cellule.
- La désignation d'un chef de file pour chaque dossier en fonction des compétences requises .
- Les modalités d'intervention des cellules, qui doivent être déclinées au plan départemental dans le cadre du plan d'action régional travail.

**Les cellules doivent oeuvrer avec l'ensemble des services de la DRTEFP du champ travail (branche-entreprise).** Une attention particulière doit être portée à la recherche de cohérence et de complémentarité entre l'action d'appui de la cellule et celles des autres services en DRTEFP ou en DDTEFP du champ travail.

**Les interventions en entreprise des membres des cellules doivent s'effectuer principalement dans le cadre d'un accompagnement des agents de contrôle.** Quelles que soient les modalités d'intervention, les agents de contrôle sont les interlocuteurs privilégiés des entreprises dans leur champ de compétence quant à la responsabilité du contrôle de l'effectivité de l'application du droit du travail.

## **5) Mise en place**

Dans le cadre de leurs effectifs prévus pour la mise en place des cellules régionales pluridisciplinaires, tels qu'indiqués par la DAGEMO au titre de l'année 2005, les sept régions peuvent engager les procédures de recrutement d'ingénieurs de prévention et de médecins-inspecteurs selon les modalités en vigueur, en application des critères déterminés dans les annexes précitées à la présente circulaire.

**Je vous demande de veiller personnellement à la mise en œuvre des présentes instructions, à développer les actions ciblées de sensibilisation et de communication** tant en direction des agents sédentaires du champ travail des DRTEFP et DDTEFP que des agents de contrôle, et de me faire part des éventuelles difficultés d'application en la matière sous le présent timbre.

Les services de la direction des relations du travail (MASD, CT) sont à votre entière disposition pour vous aider dans cette démarche essentielle pour la réussite de ce volet majeur du Plan Santé au Travail du 17 février 2005. Un bilan de la première année de mise en place permettra de réaliser les ajustements nécessaires en vue de la généralisation de ce dispositif d'appui aux agents de contrôle.

Le Directeur des Relations du Travail

Jean-Denis Combrexelle



**Finalité :**

**Etre un moteur** dans la mise en œuvre de la politique régionale de prévention et de **veille** des risques professionnels.  
**Assurer un appui** technique et être un **relais** entre l'inspection du travail, les régions et la DRT.  
**Participer** à la déclinaison des politiques interministérielles de prévention des risques professionnels.

**Missions :**

**I – Déclinaison régionale de la politique nationale de prévention des risques professionnels :**

**Participer à l'élaboration de la politique « travail » régionale en matière de santé – sécurité :**

Contribuer à une veille vis-à-vis des risques émergents et des nouvelles organisations de travail.  
Participer aux travaux du CTRI et être force de propositions d'actions.  
Participer et/ou piloter les actions initiées par le comité régional de coordination sur la prévention des risques professionnels

**Piloter certaines actions collectives du programme régional « travail » en matière de santé - sécurité :**

Réunir les acteurs régionaux - Définir les objectifs, les moyens à mettre en place, les indicateurs de suivi, le calendrier, ...  
Etablir les conventions et participer à la gestion financière du Fonds d'Amélioration des Conditions de Travail (FACT), des crédits d'appui, de crédits du FSE et du CPER, ...  
Suivre les actions (participer aux comités de pilotage, aux comités techniques, ...).  
Evaluer les résultats et établir le bilan des actions.  
Capitaliser et transférer en interne ou vers d'autres partenaires.

...

**Animer et/ou participer à des groupes, réseaux, manifestations:**

**Participer à des groupes de travail thématiques** nationaux et / ou locaux internes (DDTEFP, DRTEFP, DRT, MIRT...) et /ou externes (préventeurs, autres ministères, branches professionnelles, communes, région, ...);

**Animer des réseaux** en direct ou en partenariat (réseau de consultants en "évaluation des risques", organismes de formation pour les CHSCT, partenaires de prévention ...).

**Organiser et/ou participer** à des manifestations externes (assises de la prévention, colloque substances dangereuses, séminaire sur le fonctionnement des CHSCT, ...).

**Participer à l'animation** des journées de l'inspection (présentation thématique, animation d'ateliers ...).

**Elaborer et animer des formations** internes (pour l'inspection du travail) ou externes (autres partenaires).

**Elaborer des outils, suivre et évaluer des actions :**

Réaliser des guides méthodologiques pour l'interne ou l'externe, des outils de capitalisation, de transfert.  
Etablir la synthèse, le bilan et l'évaluation des actions départementales et régionales.  
Assurer une fonction de transmission d'informations à l'administration centrale et aux agents de contrôle.

**II – Assistance technique aux agents de contrôle des D.D.T.E.F.P.**

**Etre un appui technique** dans les missions diverses des agents de contrôle, .

**lors des demandes individuelles :**

**Intervenir** sur le terrain à leur demande

**Procéder à l'analyse** d'accidents graves ou mortels, d'incidents du travail,

**Eclairer** les procédés de travail dans le cas d'enquêtes ou de visites d'hygiène sécurité

**Analyser les dossiers techniques** (dossiers ICPE, rapports de vérification de conformité, rapports des laboratoires des CRAM, ...).



**Etre un appui technique** dans la rédaction notamment de PV, mises en demeure et lettres d'observations.  
**Réaliser pour le DRTEFP, l'instruction technique de certains dossiers** (demandes de dérogation, recours sur mise en demeure ou injonction Cram, etc).

**dans cadre collectif :**

**Réaliser une veille** afin de constituer, diffuser et mettre à jour des outils méthodologiques de contrôle et des documents techniques (initiative propre ou à la demande d'agents de contrôle).

**Mutualiser les actions** réalisées aux seins de groupe de travail avec les sections d'inspection

**Intervenir** en appui des actions départementales

**Etablir une veille réglementaire** des textes techniques, étudier et informer les agents de contrôle des conséquences de ces nouveaux textes dans leur pratique quotidienne de contrôle.

**Etre un référent** pour l'application des textes techniques (levage, atmosphères explosives, rayonnements ionisants, machines, produits dangereux, ...).

**Participer** à des jurys ou à des instances pour répondre aux prérogatives du DRTEFP entrant dans le champ de compétence de l'ingénieur de prévention.

**Les enjeux : (à la charge de la DRT)**

Santé, prévention, protection du citoyen par rapport à son environnement professionnel et de vie  
Judiciarisation

Coordination et impulsion des politiques interministérielles et leurs déclinaisons au niveau régionale dans des projets transversaux

**Positionnement organisationnel et hiérarchique:**

Sous l'autorité du Directeur Régional, l'ingénieur de prévention est rattaché **au responsable du pôle**  
Branches Entreprises

**Compétences requises :**

Profils tels que docteur ingénieur, ingénieur, docteur e/s science ou universitaire (Bac + 5 minimum) et avec une expérience professionnelle dans l'industrie ou le BTP de 5 ans minimum .

Aptitude à la conduite de projet.

Capacité à éclairer la prise de décision.

Esprit d'analyse et de synthèse

Capacité à animer des groupes de travail.

Aptitude à la pédagogie.